

Radioxokõn

Victor Brunfaut est architecte (ISACF La Cambre, 1991) et docteur en urbanisme (Universités de Pescara et Roma-La Sapienza, Italie, 2003). Il est enseignant et chercheur à la Faculté d'architecture La Cambre-Horta de l'Université libre de Bruxelles, où il coordonne, avec Bertrand Terlinden, l'atelier de projet *Terrains d'architecture*. Il est affilié au Centre de recherche HABITER.

Quentin Nicolai est architecte (ISACF La Cambre, 2010) et doctorant au sein du Centre de recherche HABITER de la Faculté d'architecture La Cambre-Horta de l'Université libre de Bruxelles. Depuis 2014, il mène des recherches sur la question du paysage dans le Bénin méridional, dans le cadre d'une thèse de doctorat sous la direction de Victor Brunfaut.

Sara Tassi est architecte (ULB, 2013) et doctorante F.R.S-FNRS au sein du Centre de recherche HABITER à la Faculté d'architecture de l'ULB. Depuis 2014, elles mène des recherches à Porto-Novo, dans le Sud-Bénin, dans le cadre d'une thèse de doctorat sous la direction de Victor Brunfaut.

Résumé

Ce texte entend faire état de réflexions amorcées lors des journées d'études organisées du 18 au 21 septembre 2017 à l'École du Patrimoine Africain (EPA) à Porto-Novo, au Bénin. Ces journées ont réuni une petite vingtaine de personnes aux pratiques et aux parcours variés autour d'un travail de description de *Radioxokon*, un « espace public » de la ville de Porto-Novo. Elles nous ont permis de questionner ce à quoi la notion d'espace public se réfère concrètement, ainsi que la pluralité des manières de s'y rapporter, de la mobiliser.

doi.org/10.3917/clara.006.0118

Radioxokɔn

Compte rendu des journées d'études à Porto-Novo (18–21.09.2017)

Victor Brunfaut, Quentin Nicolai et Sara Tassi¹

Les journées d'études dont il sera ici question ont vu le jour dans le cadre d'un projet de recherche portant sur le Sud-Bénin², incarné par deux thèses de doctorat en cours, l'une traitant des transformations du tissu « vernaculaire » de Porto-Novo (Sara Tassi), l'autre sur d'autres manières d'articuler nature et culture sur le plateau d'Abomey (Quentin Nicolai). Ces recherches ont mis en évidence la prégnance, mais surtout la partialité des outils et méthodes visant à rendre compte des expériences de ce qu'on entend communément par « espace public ».

Réunissant une petite vingtaine de personnes aux pratiques et aux parcours très variés (étudiants, académiques, praticiens, ... , bref toute une série de personnes qui par leur travail influencent, décrivent, formalisent des réalités)³, ces journées d'études se sont déroulées en trois temps :

1 — Sara Tassi et Quentin Nicolai mènent des recherches dans le cadre de leurs thèses de doctorat au sein du centre de recherches HABITER de la Faculté d'architecture de l'ULB, sous la direction de Victor Brunfaut.

2 — PDR/F.R.S - FNRS 2014–2018 : « Espaces publics dans les villes d'origine précoloniale dans le Sud-Bénin » - référence : T.1097.14.

3 — Ont participé à ces journées : Victoire Adegbidi (gestionnaire du patrimoine), Marjoua Barpougouni (archéologue), Victor Brunfaut (architecte et urbaniste), Lamatou Daouda (géographe), Donald Fanou (réalisateur), Serge Hounzinme (photographe), Prince Kpadenou (urbaniste), Constant Legonou (assistant de recherche), Judith le Maire (architecte), Moustapha Liadi (topographe), Kem Noudeviwa (architecte), Fernand Nouwligbeto (écrivain), Elie Padonou (ingénieur agronome), Elon-m Tossou (artiste), Graziella Vella (anthropologue), Amandine Yehouetome (assistante de recherche) et Achille Zohoun (artiste).



1

1-3
Radioxokɔn, quartier Ouenlinda,
 Porto-Novo. Photos : Quentin Nicolai,
 le 18 septembre 2017.



2



3

1. premièrement, chaque participant.e a été invité.e à présenter à l'ensemble du groupe ses instruments de travail (théodolite, appareil photo, microphone, enregistreur, gps, ordinateur, crayons, caméra, ficelles, mètre ruban, pioche, pinceaux, bouteille de gin, smartphone, ...) ainsi que les outils de description spatiale qu'elle/il produit (dessin, carte, photographie, vidéo, texte, atlas, rapport, ...); l'idée étant de voir ce que chaque approche, instrument, fait émerger, les connaissances qu'ils produisent, qu'ils mettent en récit;
2. ces instruments et outils ont ensuite été mis « à l'épreuve » de la description d'un « espace public » de la ville de Porto-Novo; chaque participant.e s'est attelé.e à produire un travail de description selon sa méthode, sans échelle ni cadrage pré-établi;
3. enfin, des groupes ont été constitués ; les participant.e.s y ont mis en commun et comparé les productions de chacun.e, mise en commun qui a fait l'objet d'un travail de restitution à tou.te.s. lors d'une séance conclusive.

Dans ce texte, nous reviendrons sur les circonstances particulières de ces journées d'études, dans lesquelles les documents présentés dans ce cahier ont été produits. Nous entendons décrire le dispositif proposé et sa progressive mise en oeuvre/concrétisation avant et pendant les journées d'études : le choix du lieu, de la durée, des consignes, mais aussi notre position de « commanditaires » ont joué un rôle de premier ordre dans la formalisation de chaque production; formalisations qui, par leurs questionnements, leurs choix, leurs contraintes, ont précisé le dispositif, sa visée, ses destinataires.

Le choix de l'« espace public »

Au départ, il y a la décision d'écarter l'idée d'un colloque académique classique, dont le format nous semblait trop limitatif, pour mettre à l'épreuve du terrain les questionnements soulevés par nos recherches. Il s'agissait dès lors de trouver un lieu où mener ce travail.

Nous savions que nous voulions travailler sur un « espace public » à Porto-Novo. Nous avons d'abord pensé à un *hontò*, espace de devanture des maisons familiales qui font l'objet depuis les années 2000 d'un intérêt accru de la part des acteurs urbains concernés (politiciens, élus locaux, institutions patrimoniales, ONG, coopérations, etc.). Mais pourquoi choisir un *hontò* (et donc une famille) plutôt qu'un autre? Comment prendre en compte les intérêts propres à cette famille sans considérer cette dernière comme le seul destinataire de l'exercice de description, sachant par ailleurs que le projet ne déboucherait sur aucune réalisation concrète, ce qui risquait de générer frustrations et incompréhensions?

Nous avons alors pensé travailler sur un lieu qui incarnerait la notion questionnée par notre projet de recherche, celle d'espace public, en choisissant un espace dessiné et aménagé selon les conventions/catégories occidentales. L'objectif aurait alors été de voir comment cet espace pouvait être approprié par une multitude de pratiques différentes que les participant.e.s auraient pu révéler, par leurs descriptions. Le risque d'une telle proposition était d'une part de limiter le travail à un cadre aux contours bien clairs et identifiables et par là

de perdre les possibilités de confrontation des manières, propres aux différents participants, de délimiter, contraster, hiérarchiser, ... En outre, ce choix ne permettait pas de questionner la pertinence de la séparation public/privé, l'espace en question étant reconnu officiellement, et de manière concrète (bordures, alignements d'arbres, mobilier urbain, éclairage, ...), comme un «espace public» de la ville de Porto-Novo.

Nous nous sommes alors rappelés de la « Place de la Radio », place qui avait fait partie d'un inventaire des espaces publics de Porto-Novo réalisé quelques années auparavant⁴. Le cas de la « Place de la Radio », appelée plus communément *Radioxokon* (qui peut être traduit littéralement par « auprès de la chambre de la radio »), ou officiellement « Place de Te Hlin Aho », est un espace ambivalent. Les dichotomies entre moderne et traditionnel, public et privé, sacré et profane ne sont pas opérantes pour le lire : il est à la fois l'ancien lieu de diffusion de la radio d'État, symbole de modernité, et la « terre » de Migan, celle où ce dernier exerce son pouvoir ; il est aussi carrefour d'un quartier datant de la période coloniale et *hontò* (devanture de la concession où ont notamment lieu certaines cérémonies familiales), lieu de passage et espace liminaire avant de franchir le seuil de la concession lignagère.

Le fait que l'existence de cette place, telle que nous en héritons aujourd'hui, soit notamment due à la volonté, à l'époque révolutionnaire, de donner la possibilité à chacun d'écouter et être informé par la radio nous a certainement aidé à trancher en sa faveur. En outre, l'ambivalence de la place, sa taille modeste, son lien avec une maison familiale et son inscription dans un quartier datant de la période coloniale, nous semblaient bien convenir à l'exercice. Ce n'est donc pas un hasard si c'est ce lieu-là en particulier qui a été choisi pour mener l'aventure : situé non loin de l'EPA où se tenaient les journées d'études, il échappe aux catégories classiques ; on ne peut le rattacher à aucun des deux « récits » autour desquels se raconte d'ordinaire la ville de Porto-Novo, la ville « vernaculaire » des pratiques vodun, ou la ville « moderne » liée à la présence coloniale.

À qui demander la permission ?

Le caractère situé de l'exercice a des conséquences tangibles, qui nous emmènent bien loin de l'organisation d'un colloque classique : à qui faut-il s'adresser pour demander la permission ? Comment « préparer le terrain » ?

Toutes les pratiques représentées durant les journées n'ont pas le même poids, n'utilisent pas les mêmes ressorts (mesurer, dessiner, photographier, nommer, imaginer, filmer, creuser) ; elle ne laissent pas les mêmes traces de leur présence sur place. Chaque pratique a requis un travail de préparation différent (prises de contact, demande d'autorisations, etc.).

4 — Inventaire auquel l'un de nous avait pris part : « Espaces publics de Porto-Novo : Inventaire, cartographie, vade-mecum, gestion urbaine et coopération « Sud-sud » entre Porto-Novo (Bénin) et Lubumbashi (RDC) », projet porté par L'École du Patrimoine Africain et l'Institut supérieur d'Architecture de la Communauté française La Cambre, en partenariat avec la Ville de Porto-Novo et l'Université et la Mairie de Lubumbashi, sur base d'un financement de la Coopération belge francophone Wallonie-Bruxelles International, 2008–2012.

Quelques semaines avant les journées d'études, depuis Bruxelles, nous avons entamé les démarches auprès de la Mairie de Porto-Novo afin d'obtenir son accord pour développer le travail de terrain. Cette autorisation nous semblait indispensable pour le bon déroulement de l'exercice. Ce n'est qu'en arrivant à Porto-Novo que nous avons compris que cet accord, s'il était important, était subordonné à l'influence du Migan, figure du pouvoir « traditionnel » dans le quartier. Son importance a émergé lors de nos échanges avec Amandine, « assistante de recherche » et participante aux journées. Ce qui nous a ensuite été confirmé par le premier adjoint du maire : l'accord du Migan était, suivant ses dires, indispensable pour développer le travail. À la différence de ce qu'on aurait pu imaginer, l'autorisation de la mairie s'est ainsi révélée « accessoire », ou du moins non fondamentale, pour pouvoir entamer l'exercice. Cet épisode anecdotique nous montre le rôle central d'Amandine. En effet, on ne peut faire l'économie de certains protocoles à suivre et ce sont celles/ceux que l'on qualifie traditionnellement d'« assistant.e.s de recherche » ou d'« informateurs » qui les connaissent et qui évitent aux chercheur.e.s de commettre des impairs, ou les amènent à s'adresser à la bonne personne au bon moment, de la « bonne manière ».

Le processus de demande d'autorisation pour pouvoir réaliser une fouille archéologique sur la place soulève des questions d'une autre nature. Le responsable à la mairie nous a expliqué que cette autorisation ne peut être accordée que par la Direction du patrimoine culturel du ministère du Tourisme et de la culture. La fouille, et en particulier les artefacts qui peuvent être retrouvés sur le site, constituent des enjeux qui dépassent le domaine d'action et de responsabilité de la mairie et du Migan. Néanmoins, l'autorisation du ministère (reçue la veille du début des journées d'études) renouvelle la recommandation de s'adresser au Migan et aux dignitaires de la famille. En témoigne un extrait du courrier en question : « [...] compte-tenu des spécificités du site qui jouit d'une proximité immédiate avec le palais Migan, il est fortement recommandé à l'équipe de se rapprocher de la collectivité afin d'expliquer aux dignitaires le but de l'opération et de recueillir leur soutien ».

Cette trajectoire spécifique des autorisations confirme la rugosité de ce lieu, *Radioxokpon*, sa manière d'être à l'interface de plusieurs sédiments d'histoire. Un autre lieu nous aurait fort probablement amené à suivre un autre circuit, aurait pris à témoin d'autres éléments de l'histoire.

Chacun.e se présente avec ses outils

18 septembre 2017, École du Patrimoine Africain. Dans la salle, des tables ont été rassemblées pour former une grande table autour de laquelle chaque participant s'installe en plaçant devant lui ses instruments de travail. Après une introduction de Samuel Kidiba, directeur de l'EPA, et une brève présentation de l'organisation des journées d'études, la parole est donnée aux participant.e.s qui, l'un.e après l'autre se présente avec ses instruments et le type de descriptions concrètes qu'elle ou il produit.

Ces présentations ne sont pas qu'une formalité. Elles permettent, et ce dès le démarrage des journées, d'installer sur un même plan des pratiques de terrain



4

4-5
Radioxokõn, quartier Ouenlinda,
 Porto-Novo. Photos : Quentin Nicolăi,
 le 19 septembre 2017.

6
École du Patrimoine Africain,
 Porto-Novo. Photo : Quentin Nicolăi,
 le 20 septembre 2017.



5



6

très diverses qui ne bénéficient pas de la même reconnaissance, du même poids. La visée de cette matinée, outre l'intérêt non négligeable de faire connaissance les uns avec les autres, a permis d'orienter l'attention non pas seulement sur des productions « finies », sur des pratiques « rodées », mais aussi (surtout) sur les processus et les opérations qui caractérisent chaque approche. C'est à partir de ces présentations qu'a été constitué l'index des productions reproduites dans ce cahier⁵.

Décrire *Radioxokɔn*

En début d'après-midi, nous quittons l'EPA pour traverser le quartier de Ouenlinda où se trouve le lieu choisi. Lors de ce court trajet, les « réactions » des participants sont contrastées : pour certain.e.s, qui viennent de Bruxelles ou Cotonou, il s'agit d'une première rencontre avec les lieux, une véritable découverte ; pour d'autres, qui habitent Porto-Novo, le chemin emprunté relève du quotidien ; pour d'autres encore, ayant vécu une partie de leur vie à Porto-Novo, il s'agit d'un moment de redécouverte : arpenter le quartier éveille des souvenirs. Le travail de description proposé implique des rapports très divers avec *Radioxokɔn*, qui influencent à leur tour les relations spécifiques, complexes, entre les participant.e.s, qu'ils ou elles soient originaires du Bénin ou de Belgique, n'ayant pour la plupart pas connaissance de la place avant les journées.

Encadrée par un muret en parpaings ajouré, la place s'articule autour d'un petit bâtiment : *Radioxɔ* littéralement « la chambre de la radio ». Des bancs en béton armé, disposés le long du mur de clôture, témoignent de l'usage particulier de cette place durant la période révolutionnaire (du début des années 1970 jusqu'en 1990).

Devant la chambre de la radio, le travail de description peut alors démarrer : « C'est d'ici qu'on commence ... ». Rien de plus n'est dit : il s'agissait de ne pas définir au préalable des manières d'identifier des contours, de cadrer, d'organiser les échelles, ... mais plutôt d'identifier un point de départ, un « ici », donnant la possibilité à chaque participant.e de se laisser guider par ses outils respectifs.

Si certain.e.s participant.e.s se sont focalisé.e.s sur la place en accordant de l'importance à ses frontières physiques, ses limites concrètes, un groupe se constitue spontanément pour aller voir Migan qui habite une maison à étage à quelques pas de là ; d'autres s'éloignent, parcourent les voies, contournent l'îlot en question ; enfin, certain.e.s partent à la rencontre d'habitants et se laissent guider par eux. Ce qui est certain, et ce sera soulevé par Fernand, l'écrivain : *Radioxokɔn* est, ce jour là, la proie d'une faune aux comportements étranges.

À la fin de cette première journée de terrain, un constat se dessine : chaque pratique instaure un rapport au temps. Certaines pratiques, comme celle de Constant et Amandine (« assistant.e.s de recherche ») par exemple, demandent un temps long sur place afin de rendre compte des usages qui y ont lieu à différents moments de la journée mais aussi de construire des relations/tisser des

5 — Plutôt que de rendre compte ici des présentations individuelles qui se sont succédées durant cette matinée, nous renvoyons vers les « contributions » (pp. 128–134), dans lesquelles chaque participant présente a posteriori les instruments qu'il ou elle a mobilisés lors du travail autour de *Radioxokɔn*.

liens avec les habitants/usagers; d'autres participants, comme Elon-m, Achille et Fernand (artistes et écrivain), travaillent à partir des traces du lieu (photographies, matériaux collectés, impressions, ...). D'autres, comme celle de Moustapha (géomètre), sont instituées, « rodées » : le protocole est établi et laisse peu de place aux états d'âme, aux hésitations.

La question des destinataires

21 septembre 2017, École du Patrimoine Africain. L'ensemble des participant.e.s, les organisateurs, mais aussi le Migan, le directeur de la Maison du patrimoine et du tourisme de la mairie, un anthropologue et une urbaniste français.e.s sont assis autour de la même table pour la séance de restitution des travaux.

La journée de la veille avait été consacrée à la confrontation des descriptions individuelles de *Radioxokon*, à partir de tentatives d'interprétation de celles-ci par d'autres participant.e.s au sein des groupes. Il avait été demandé aux différents groupes de produire un document commun ou collectif, sous une forme ou une autre, en vue de la présentation finale.

Ce moment a été pour nous révélateur : plutôt que de produire une réflexion autour de la confrontation d'outils, en mettant en avant les questionnements, les divergences, les complémentarités, bref ce qui pour nous aurait pu faire émerger des nouvelles prises sur cette question de l'« espace public », les participant.e.s ont plutôt fait le choix de produire une connaissance commune, cohérente à partir de ce lieu. La forme du « rapport » s'est imposée comme outil de restitution privilégié, atténuant ainsi les contrastes, nivelant les divergences que la confrontation entre outils avait commencé à faire apparaître.

Au fil des discussions, certains travaux capturent véritablement l'attention de l'ensemble de la table, au point de faire passer au second plan d'autres formes de description, ceci entre autres par leur message, qui relève plus du registre de l'interpellation que de celui de la description : « Valorisons et sécurisons nos places et espaces publics pour donner un visage attrayant à nos villes ». Il s'agit moins de décrire que de dénoncer une situation, un état de fait.

Un enjeu central se profile : celui de la nécessité implicite, pour les participant.e.s, d'identifier un destinataire, de savoir à qui s'adresser : au Migan ? Aux habitants du quartier ? Au représentant de la mairie ? Aux organisateurs de ces journées, identifiés comme commanditaires ? Aux autres participant.e.s ? La description est orientée, les outils mobilisés servent des intérêts particuliers, et ont pour visée de convaincre, mais aussi de légitimer leur présence.

La description comme moyen d'action

À l'issue de ces journées, un constat nous apparaît clairement : il ne s'agit plus seulement de se demander « comment décrire, quels outils ou quelles méthodes adopter ? » ; il importe d'intégrer le *pour qui* et le *pour quoi* propres à chaque situation demandant à être décrite.

Finalement, aucun.e des participant.e.s ne s'intéresse uniquement aux outils de description dans cette histoire (sinon, n'importe quel lieu aurait pu faire l'affaire). Cette tension entre une production de savoir que l'on peut définir comme « opératoire », centrée sur le lieu et sur sa capacité à servir d'objet



7

d'expérimentation ou de démonstration (de support à un propos politique ou projectuel), et une production de savoir « réflexif », centrée sur la confrontation d'outils, s'est rapidement imposée comme clivante. En réalité, chaque participant.e entendait plutôt, dans la situation qui nous rassemblait, « faire son travail » et chercher les moyens de le faire valoir, de le faire compter. L'hétérogénéité des pratiques et des participant.e.s rassemblé.e.s pour ces journées d'études est ici intéressante car elle empêche de tracer une frontière trop marquée et trop rapide entre celles et ceux qui sont de passage et celles et ceux qui sont de là-bas.

Le dispositif des journées d'études visait à appréhender les enrichissements à la notion d'« espace public », et ce par la confrontation de différentes expériences d'un même lieu. Cette confrontation a rendu manifeste le caractère toujours situé et littéralement « inépuisable » de l'espace public.

À travers ce texte, s'exprime notre volonté de ne pas clore ces journées, de les considérer dans un processus en cours. C'est pourquoi nous avons décidé de centrer ce cahier autour des productions individuelles, permettant ainsi à d'autres possibilités de confrontation, qui n'ont pas pu être développées dans le temps des journées d'études, d'exister.

Les productions des participant.e.s sont reprises dans la partie « comptes rendus ». Une brève introduction à chacune de ces productions et aux processus qui les ont engendrées peut être trouvée dans la partie « contributions ».